

Le secteur privé, un levier du développement à ne pas négliger



Par Claude Bébéar, Henri Progllo, Franck Riboud et Jean-Michel Severino

Respectivement (de gauche à droite et de haut en bas) président d'IMS-Entreprendre pour la cité, PDG de Veolia, PDG de Danone et directeur général de l'Agence française de développement (AFD), les auteurs se font les chantres des partenariats public-privé dans la lutte contre la pauvreté.

L'internationalisation des processus de production et de distribution s'est considérablement accélérée au cours de la dernière décennie : nos grands groupes sont présents à travers le monde. Leur poids dans les pays du Sud conduit États et entreprises à réinventer leur collaboration – bousculant certaines idées reçues sur les rôles respectifs des entrepreneurs et des développeurs.

Acteurs majeurs des économies en développement, les entreprises ne peuvent faire abstraction des difficultés des sociétés où elles travaillent. Santé publique, transports, énergie, éducation : apporter des solutions durables à ces défis fait partie intégrante de leur métier, dans un souci d'efficacité de leurs actions et de pérennité de leur présence.

De leur côté, les décideurs publics ont pris la mesure du levier de développement que représentent les entreprises. Le secteur privé a toujours été conçu comme un moteur économique, et encouragé à ce titre. Ce rôle demeure primordial : la création ou l'installation d'entreprises dans une économie permet l'apport de précieuses ressources publiques par l'intermédiaire de l'impôt, ainsi que de revenus stables pour des populations en proie à l'insécurité économique. Les acteurs du développement ont donc vocation à accompagner les entreprises dans des géographies (pays en sortie de crise, économies les moins

développées...) ou des secteurs (microfinance, agriculture...) où elles n'auraient pas spontanément été présentes, mutualisant les risques liés à ces activités pionnières.

Mais leur fonction va aujourd'hui bien au-delà de la seule création de richesses. Au cours des dernières années, les acteurs publics ont considérablement diversifié leurs modes d'intervention, afin de faire directement appel à l'expertise et à la force de frappe du secteur privé.

« Dans des zones reculées où les services publics font défaut, des entreprises rendent leurs programmes de santé ou d'éducation accessibles à l'ensemble du bassin de population dont sont issus leurs salariés »

Celui-ci joue dorénavant trois rôles supplémentaires au service du développement.

Les nombreux impacts des entreprises sur la société, l'économie et l'environnement dans lesquels elles s'insèrent en font des objets naturels de politiques publiques. Faire évoluer leurs pratiques permet

d'atteindre des objectifs de développement auxquels des actions strictement publiques ne sont pas en mesure de parvenir. C'est par exemple le cas de la protection des grands bassins forestiers de la planète.

Alors qu'une logique de « mise sous cloche » a longtemps prévalu, certains États ont choisi de privilégier l'exploitation durable de la forêt grâce à des partenariats exigeants avec des entreprises d'extraction forestière.

Apportant leur connaissance des sociétés du Sud et de leurs défis, les acteurs publics peuvent accompagner les groupes engagés dans des démarches responsables, leur permettant de parcourir quelques kilomètres supplémentaires dans leur engagement.

Ils peuvent également inciter des entreprises à mettre à niveau leurs pratiques, et les y aider. Dans des marchés très concurrentiels, éviter la « course au moins-disant » permet de pérenniser les acquis environnementaux et sociaux.

Des acteurs privés ont également choisi de se faire les vecteurs de politiques de développement, en complément de leurs objectifs économiques propres. Une entreprise représente un point d'accès potentiel à un vaste réseau de salariés, de fournisseurs et de clients.

Dans des zones reculées où les services publics font défaut, des entreprises rendent leurs programmes de santé ou d'éducation accessibles

à l'ensemble du bassin de population dont sont issus leurs salariés. En Afrique du Sud, des banques privées ont bénéficié de lignes de crédit subventionnées

« Plus que simples objets et vecteurs de politique publique, les entreprises en deviennent aussi les agents. Opérateurs de services essentiels de longue date à travers les partenariats public-privé elles sont de plus en plus conçues comme des développeurs de solutions pour les plus pauvres »

pour accompagner leurs clients dans un vaste chantier national visant à promouvoir la participation des Noirs dans les PME du pays.

Plus que simples objets et vecteurs de politique publique, les entreprises en deviennent aussi les agents. Opérateurs de services essentiels de longue date à travers les partenariats public-privé (fourniture d'eau potable, d'électricité...), elles sont de plus en plus conçues comme des développeurs de solutions pour les plus pauvres.

Les grands groupes pharmaceutiques ont ainsi

récemment été associés à la bataille contre les maladies dites « oubliées », comme le paludisme ou la tuberculose. En rendant solvable la demande de vaccins et de médicaments sur une longue période, grâce à des promesses d'achat de plusieurs milliards de dollars, des bailleurs de fonds internationaux les incitent à développer et commercialiser des traitements fiables et peu chers.

Ces partenariats novateurs à la recherche d'effets systémiques ont vocation à s'étendre à de nouveaux champs du développement, comme l'environnement ou l'agriculture. En se lançant à la conquête du marché du bas de la pyramide, quelques entreprises se sont récemment faites les pionnières du combat contre l'exclusion des populations les plus pauvres de la consommation de biens et services de base – tels les produits laitiers, les lunettes de vue ou la téléphonie. Encore expérimentale, cette démarche a le mérite d'avoir cassé un tabou : entreprendre avec et pour les plus pauvres est non seulement éthique, mais peut aussi être rentable.

Ces nouveaux modes de collaboration entre développeurs et entrepreneurs ne visent pas à brouiller leurs rôles et objectifs respectifs, mais à exploiter les synergies entre acteurs du public et du privé. L'expérience de ces dernières années montre que les convergences sont plus nombreuses et fructueuses que l'on n'osait espérer.